

NOTES CRITIQUES

SUR « L'ANNÉE SOCIOLOGIQUE »

Il est déjà tard pour rendre compte du V^e volume de l'*Année Sociologique*¹ de M. Durkheim. Mais cette publication n'a plus besoin d'être recommandée au public: si nous ne nous attardons pas à en vanter les mérites, ce n'est pas que nous les méconnaissions, c'est au contraire qu'ils sont universellement reconnus. On sait quelle place considérable y tient la bibliographie, quel immense labeur elle représente, avec quel soin elle est faite, et par qui. C'est un instrument de travail devenu indispensable à tous ceux qui touchent même indirectement à la sociologie.

M. Durkheim, qui continue à prendre pour lui le plus lourd de la besogne, a su grouper autour de lui de laborieux et d'éminents ouvriers, qu'il inspire, ou plutôt qui s'inspirent de lui, en sorte que l'*Année Sociologique* est l'organe d'une véritable école aux tendances bien définies, surtout en ce qui concerne les méthodes. Ces tendances se manifestent soit dans les mémoires originaux, soit dans les critiques jointes aux analyses d'ouvrages, soit dans les « introductions » (pp. 167, 189, 247, 269, 293, 577) placées en tête de certaines divisions de la bibliographie.

Dans son *Essai sur le prix du charbon*, M. F. Simiand a voulu prêcher à la fois par la théorie et par l'exemple la méthodologie de

1. Emile Durkheim et ses collaborateurs, *L'Année Sociologique*, V^e année (1900-1901), Paris, Alcan, 1902, 634 pp., in-8.

l'École. Ce mémoire est très remarquable. Point de ces généralisations hâtives, de ces vues *a priori*, de ces plaidoyers pour ou contre quelque thèse politique ou juridique comme on en rencontre encore trop souvent dans les travaux des économistes. Pas une ligne où perce une préoccupation étrangère à la science pure. On ne saurait y reconnaître ni un socialiste, ni un coopérateur, ni un libre-échangiste, — ni le contraire. On a le plaisir d'y rencontrer un savant qui recueille scrupuleusement les faits, et, avec un rare esprit d'analyse, une pénétration aigüe, s'efforce d'en dégager les lois. Je n'en suis que plus à l'aise pour m'attaquer à lui. M. F. Simiand est d'ailleurs un sociologue assez éminent, assez connu et assez apprécié pour qu'on n'ait pas à craindre de le diminuer par la sévérité d'une critique.

L'auteur a puisé ses renseignements dans les *Statistiques de l'industrie minérale* publiées par l'administration des mines. Ces documents permettent de suivre les variations annuelles du prix du charbon sur les lieux de production depuis 1814 et en outre celles du prix du charbon sur les lieux de consommation depuis 1847. Ils fournissent dans les deux cas des prix moyens par régions (bassins ou départements), et des prix moyens pour toute la France. Les prix régionaux sont l'objet d'une très intéressante étude à laquelle je me bornerai à renvoyer le lecteur. Arrêtons-nous à la considération des variations annuelles des prix moyens pour toute la France. L'auteur les a rendues sensibles et comme parlantes par d'excellents graphiques, en remplaçant les chiffres absolus par des nombres relatifs calculés par rapport à la moyenne de trois années assez récentes et non consécutives (1892, 1893, 1898), cette moyenne étant ramenée à 100. Ils permettent de suivre les variations 1° de la consommation, de la production nationale, de l'exportation; 2° des prix de consommation, des prix de production (sur le carreau de la mine — ne pas confondre avec le prix de revient ou coût de production) et des prix d'importation (valeur en douane). Ces variations présentent depuis 1847 une série de grandes oscillations assez enchevêtrées, mais dans lesquelles il est possible de reconnaître une sorte de cycle qui se répète périodiquement, sauf des altérations imputables à des causes intercurrentes. Ce cycle serait composé comme il suit :

1° La consommation hausse, puis la production nationale augmente, et plus vite que la consommation, les prix restant station-

naires; l'importation se restreint, au moins relativement, c'est-à-dire qu'elle représente une moindre proportion de la consommation nationale. 2° Les prix s'élèvent, et dans un ordre invariable : le prix d'importation part en hausse le premier, le prix de consommation le suit, et finalement le prix de production. 3° L'importation augmente au moins relativement, et le prix d'importation baisse; la consommation, puis la production s'arrêtent ou reculent; le prix de consommation baisse, le prix de production le suit, mais en résistant. D'ailleurs, ni la production ni la consommation ne reviennent à leur point de départ, en sorte que ces alternatives d'expansion et de contraction représentent, sur une longue période, un mouvement général d'expansion de l'industrie du charbon.

Il est à remarquer que les oscillations du prix de consommation sont beaucoup plus amples que celles du prix de production : le commerçant profite de ce que « le client est moins informé que lui des conditions du commerce ». Surtout l'augmentation de la consommation et du prix de consommation sont suivies immédiatement d'une augmentation de la production, mais le prix de production reste d'abord stationnaire, et n'augmente qu'après.

Selon M. Simiand ces faits ne seraient pas ceux que ferait prévoir la loi de l'offre et de la demande. « Dans les limites de notre expérience, dit-il, ni la hausse des prix ne s'explique *de plano* par l'augmentation de la demande, ni la baisse par la restriction de la demande ou la sur-offre. Le mouvement de baisse ou tout au moins l'état stationnaire des prix du marché intérieur et des lieux de production se continuent, alors que la consommation, en forte croissance, manifeste déjà une augmentation sensible de la demande » (p. 43). Je ne vois rien là qui doive surprendre les économistes; c'est au contraire une loi très générale, qui leur est familière, et dont la concurrence rend aisément compte. Quand la consommation augmente, le producteur en profite pour écouler ses réserves et pour augmenter sa production. M. Simiand dit qu'il a le choix entre deux moyens pour élever ses bénéfices : augmenter sa production ou élever ses prix. « De ces deux pratiques, laquelle sera suivie dans une société donnée, en cas de demande croissante d'un certain produit? L'expérience seule peut le dire... Que l'une ou l'autre de ces pratiques prédomine, dépend en définitive d'éléments psychologiques, de la psychologie de la classe productive dans la société considérée, et cette psychologie ne peut

nous être connue que par l'observation » (p. 74). En réalité, ces deux pratiques ne peuvent être mises sur le même rang. La première, l'augmentation de la production est facile ; la seconde est empêchée par la concurrence. Elle n'est possible que par suite d'une entente entre les producteurs ; et c'est pour cela qu'ont été inventés les trusts dont le but est justement de restreindre la production, afin de permettre aux prix de suivre le mouvement de hausse de la consommation. Cependant le prix de production finit par prendre le mouvement de hausse. C'est que la production ne peut pas être augmentée indéfiniment, ni surtout d'une manière suffisamment rapide : cette augmentation exige des embauchages d'ouvriers, des installations mécaniques, des appels de capitaux qui peuvent être imprudents si la hausse ne se maintient pas. Mais le prix de production ne s'élève que quand le mouvement de hausse a été accentué dans l'importation, ce qui indique bien que jusque-là, il est maintenu par la concurrence.

Maintenant, pourquoi l'accroissement de la consommation détermine-t-il avant tout l'élévation du prix d'importation ? Ce prix d'importation est, dit M. Simiand, le *reflet du marché mondial*, qui aurait ainsi une influence directrice sur le mouvement des prix intérieurs. Je n'en crois rien. De même que le régime d'un cours d'eau se trouve régularisé par une communication permanente avec un vaste réservoir auquel il fait appel quand il baisse, et où il reflue quand il monte, de même, la communication constante du marché intérieur avec des marchés extérieurs étendus et divers a pour effet d'y rendre le niveau des prix plus uniforme. Ceci n'est point une déduction *a priori*, c'est un fait d'observation, qui repose sur de très nombreuses expériences, surtout en ce qui concerne le commerce des blés. Sous le régime de la libre importation, le prix du blé ne ressent que très peu l'influence des bonnes et des mauvaises récoltes. Il en est certainement de même pour le charbon. Il serait intéressant de rechercher si les variations du prix d'exportation correspondent à des variations de prix dans les pays d'origine. Je n'ai pas les documents nécessaires pour une telle recherche ; M. Simiand ne paraît pas les avoir non plus ; je ne suis donc pas en mesure de lui prouver que son hypothèse est fautive, mais je puis lui dire qu'elle est peu vraisemblable, et j'en ai le droit, car j'en ai une meilleure à lui proposer.

Le charbon indigène et le charbon importé se comportent ici

comme des marchandises à production relativement indéfinie, et des marchandises à production relativement limitée. A l'accroissement de la consommation, c'est-à-dire de la demande, le producteur indigène peut répondre par l'accroissement de la production. Au contraire, pour les charbons importés, il ne peut y avoir, dans les docks et les entrepôts, ces réserves considérables qui existent normalement sur le carreau ; le producteur étranger est informé plus tardivement de l'accroissement de la demande, et il lui faut plus de temps pour y faire face. En présence de cet accroissement, le fournisseur a à choisir entre deux pratiques : vendre davantage, ou vendre plus cher, mais ici la première est plus difficile ; elle est même impossible au commencement ; il faut donc avoir recours d'abord à la seconde. Aussi voit-on que les prix d'importation s'élèvent d'abord, et que les quantités importées augmentent ensuite, tandis que pour la production intérieure, les quantités vendues augmentent d'abord, et les prix s'élèvent ensuite.

Mais le prix du charbon n'est, dans l'étude de M. Simiand, qu'un exemple : le sujet du mémoire est avant tout une question de méthode. L'auteur aurait-il entrepris ce grand travail uniquement pour démontrer la nécessité de l'observation des faits, et le danger des déductions *a priori* ? Quel est aujourd'hui l'économiste sérieux qui en doute ? Conteste-t-on la nécessité d'analyser des statistiques, d'interpréter des expériences comparatives, de n'admettre aucune hypothèse sans l'avoir soumise au contrôle et à l'épreuve des faits ? Sans doute les économistes n'apportent pas tous dans leurs études le même soin, les mêmes scrupules, la même perspicacité que M. Simiand. Tous ne savent pas également résister à la tentation de prendre les hypothèses pour des lois, les théories séduisantes pour des vérités acquises, et la foi pour de la science ; mais ce sont là des différences de valeur d'esprit, et non de méthode.

Qu'y a-t-il donc de nouveau dans la méthode de M. Simiand ? Il nous le dit dans sa conclusion : « J'accorderais volontiers qu'aucune des relations entrevues et dépendances formulées plus haut n'est une notion nouvelle qui ne puisse se rencontrer dans les œuvres existantes des économistes. Mais n'est ce point d'abord, justement, que les recherches parties non point du fait observé, mais d'une analyse apriorique, ont, en effet, par l'ingéniosité des esprits qui s'y appliquaient, abouti à exprimer beaucoup des com-

binaisons possibles entre les éléments en présence? La méthode suivie ici retrouve certaines de ces combinaisons; son mérite est, non de trouver celles-ci, mais de les établir vraies, et d'éliminer comme inexactes toutes les autres, discrimination qui, hors l'épreuve du fait, ne pouvait être faite avec certitude? »

Personne ne le conteste. Entre diverses hypothèses possibles, l'expérience seule peut décider. Mais M. Simiand nous dit que son but a été d'aller du fait à l'explication et non de l'explication au fait, « de la réalité complexe et indistincte à des abstractions graduelles conformes à la nature des choses » et non pas « d'un *simple* tout factice à un *composé* qui n'est pas la réalité ». M. Simiand n'aime pas les « Robinsonnades ». Il appelle ainsi le procédé qui consiste à considérer d'abord les relations sociales entre des termes idéalement simples, par exemple, un échange entre deux personnes isolées. Il ne m'a pas convaincu. Je tiens pour les robinsonnades. Sans doute ce serait un étrange procédé pour étudier les phénomènes sociaux que de se placer dans l'hypothèse d'un Robinson éloigné de toute vie sociale; mais c'est un excellent procédé que d'étudier des relations simples pour mieux comprendre ensuite des relations complexes. Un phénomène social n'est pas nécessairement un phénomène massif, concernant une foule ou une collectivité; les relations interpersonnelles sont déjà des phénomènes sociaux. Combien faut-il de personnes pour constituer une société? Il en faut au moins deux, mais deux suffisent. Le cas de deux échangistes isolés, n'ayant pas autour d'eux de marché, n'est pas un phénomène imaginaire. Il se réalise dans tout débat ayant pour objet la vente d'une chose rare ou particulière, n'ayant pas de valeur commerciale déterminée. Il se réalise même dans l'achat et la vente d'un champ ou d'une maison. Les immeubles ne se vendent pas comme des petits pains, avec un prix courant. Les ventes sont relativement rares et les espèces difficilement comparables, en sorte qu'il n'y a pas « d'évaluation faite, commune à tout un milieu social ». Les pourparlers qui s'engagent en pareil cas ressemblent beaucoup à une *robinsonnade*. Les choses se passent autrement quand il y a un marché. Alors se manifeste cette contrainte, qui est, pour M. Durkheim et son école, la caractéristique du fait social. Alors j'ai bien le sentiment que la valeur débattue « ne procède pas librement de mon arbitraire individuel, ni non plus de l'arbitraire individuel de mon co-échangiste,

ni même de l'accord des deux. » C'est que je sais que mon vendeur peut trouver un autre acheteur, et que moi je puis trouver un autre vendeur. Autrement dit, c'est la concurrence qui donne aux phénomènes Valeur et Prix ce caractère de nécessité qui oblige l'individu à les subir. Je ne vois pas pourquoi on se priverait de cette façon claire et commode de comprendre les choses, en allant d'un *simple* qui n'a rien de « factice », à un *composé* qui est bien « la réalité », quoi qu'en dise M. Simiand.

Ce qu'il condamne sous le nom de *robinsonnades*, c'est en somme une méthode d'analyse employée dans toutes les sciences, et absolument indispensable. Pour se rendre compte d'un mouvement ondulatoire, le physicien considère abstraitement une onde unique, la représente conventionnellement sur le tableau par un arc de sinusöide, et même étudie les propriétés d'un segment infiniment petit de cette courbe. Le chimiste écrit des formules où chaque symbole exprime une molécule unique, ou même une partie de molécule, un *radical*, qui ne peut pas exister à l'état de molécule isolée. Le physiologiste envisage une seule fibre musculaire, et, dans cette fibre, une seule excitation galvanique, l'onde musculaire qui chemine le long de cette fibre; puis il montre que des excitations successives et très rapprochées, comme celles de la faradisation, produisent une contraction permanente, et enfin que la contraction physiologique a les mêmes caractères que la contraction faradique. Ils savent bien que, dans la nature, un rayon lumineux ne se réduit jamais à une onde unique, ni un corps à une molécule isolée, ni une contraction musculaire à une seule secousse dans une seule fibre; mais il est nécessaire de comprendre d'abord le phénomène élémentaire pour comprendre ensuite le phénomène total et massif. Où donc M. Simiand a-t-il vu que « l'ordre exact de l'investigation dans les sciences d'observation consiste à aller du fait à l'explication »? Sans doute, si on ne part d'abord des faits, on ne saurait imaginer que des chimères; mais on va des faits à des explications hypothétiques, dans lesquelles la recherche de la relation élémentaire a un rôle prépondérant, car c'est en elle que réside l'intelligibilité et la valeur explicative de l'hypothèse. Ensuite, on déduit de l'hypothèse même les expériences destinées à la juger. Dans cette seconde opération, on va de l'explication au fait.

J'ai insisté sur ce point, parce que c'est un des caractères de la méthode de M. Durkheim et de son école, de vouloir, autant que

possible, et de parti pris, ne tenir compte que de phénomènes massifs, et d'écarter, comme non sociologiques, les relations élémentaires. Heureusement, la méthode qu'ils pratiquent est beaucoup meilleure que celle qu'ils professent. Si je ne craignais d'allonger encore ce trop long compte rendu, je pourrais montrer, dans le travail même de M. Simiand, de nombreuses traces de robinsonnades involontaires, et je pousserais l'ironie jusqu'à l'en féliciter.

Je ne dirai que quelques mots du mémoire de M. Durkheim *Sur le Totémisme*.

Jusqu'ici, le totémisme s'était présenté partout avec deux caractères qui paraissaient si constants et si essentiels qu'on s'en servait pour le définir : 1° l'interdiction de tuer et de manger l'animal ou la plante totémique ; 2° l'exogamie, ou interdiction de mariage entre individus porteurs d'un même totem. MM. Spencer et Gillen ont récemment publié une étude détaillée des mœurs de quelques tribus centrales de l'Australie, chez lesquelles le totémisme est une institution fondamentale. Or, chez l'une d'entre elles au moins, les Aruntas, le totémisme ne présente pas les deux interdictions jusqu'ici considérées comme caractéristiques. Non seulement il n'y a pas d'exogamie totémique, mais il existe au contraire une tradition d'après laquelle il y avait autrefois endogamie. Quant à l'interdiction alimentaire, elle existe, mais n'a rien d'absolu, et d'après les traditions, dans un état social antérieur, les Aruntas auraient eu l'habitude de tuer et de manger leurs totems.

En présence de ces faits, M. Frazer, l'éminent auteur du *Golden Bough*, a cru devoir abandonner en partie les théories qu'il avait tant contribué à faire admettre. L'importance du totémisme est considérable, à cause de la très grande généralité de ce curieux phénomène, si toutefois les traces qu'on a cru en retrouver chez les indo-européens et même les sémites sont authentiques, et aussi à cause des éclaircissements qu'il apportait à des questions comme celles des origines de la parenté, du mariage, et de la morale sexuelle. Ces questions devraient donc être remises à l'étude, et se poseraient dans des termes nouveaux.

M. Durkheim est d'avis qu'il ne faut pas tant se hâter de renoncer aux résultats des travaux antérieurs. Les observations faites par MM. Spencer et Gillen sur les peuplades centrales de l'Australie, et notamment sur les Aruntas, complètent et modifient ces résultats, mais ne les infirment pas nécessairement. Une étude serrée de la relation des deux explorateurs lui a permis de reconnaître que le totémisme est, chez les Aruntas, une institution en décadence, profondément altérée. Même les traditions relatives aux mœurs antérieures s'expliquent d'une manière plausible. Mais alors pourquoi M. Frazer a-t-il si facilement renoncé à la théorie qu'il avait à peu près réussi à faire respecter. Il est difficile d'apprécier la valeur des conclusions de M. Durkheim sans avoir lu le livre de MM. Spencer et Gillen ; peut-être, même après l'avoir lu, serait-il embarrassant de décider qui a eu raison, M. Frazer en abandonnant les idées reçues, ou M. Durkheim en les maintenant. Cette question si intéressante ne peut sans doute être éclaircie que par de nouvelles sources d'informations.

EDMOND GOBLOT.